

Jugement N°145/2019/CJ/SIII/TCC

Du 21 novembre 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/610

Héritiers de Feu BISSIROU Fatai  
représentés par Mouwaffaq  
Olatoundji BISSIROU et BISSIROU  
Abdoul Assibe Koladé A.

BISSIROU Moucharafou

C/

CHITOU Atinoukè Anouratou

-----

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent  
SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 07 novembre 2019 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé à  
l'audience publique du 21 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

**DEMANDEUR**

Les héritiers de feu BISSIROU Fataï, représentés par  
Mouwaffaq Olatoundji et Abdoul Assibe Kolade  
BISSIROU, de nationalité béninoise, demeurant et  
domiciliés à Cotonou, quartier Tokplégbe, lot n°11, 1<sup>er</sup>  
Arrondissement ;

**DEFENDERESSE**

CHITOU Atinoukè Anouratou, commerçante, de  
nationalité béninoise, demeurant et domiciliée à  
Cotonou, carré n°477 quartier Dandji, 1<sup>er</sup>  
Arrondissement ;

## LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;  
Où les demandeurs en leurs prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 08 juillet 2019, les héritiers de feu BISSIROU Fataï et Moucharafou BISSIROU ont attiré CHITOU Atinoukè Anouratou devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le paiement de la somme de FCFA six millions trois cent mille (6.300.000) représentant le solde de sa créance ainsi que l'exécution provisoire de la présente décision ;

A l'appui de leurs demandes, les héritiers de feu BISSIROU Fataï et Moucharafou BISSIROU exposent qu'ils ont consenti un prêt d'un montant de dix millions à CHITOU Atinoukè Anouratou, suivant engagements des 11 décembre 2006 et 18 octobre 2007 ;

Qu'elle n'a effectué qu'un remboursement partiel et est demeurée à ce jour débitrice de la somme de six millions trois cent mille (6.300.000) F CFA ;

Que toutes les démarches entreprises en vue d'un recouvrement amiable sont demeurées vaines ;

Qu'en dépit de la sommation de payer du 02 mai 2019, elle n'a pas cru devoir apurer sa dette ;

### **1. Sur le paiement**

Attendu que quiconque s'oblige doit être contraint à honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte des engagements des 11 décembre 2006 et 18 octobre 2007 que CHITOU Atinoukè Anouratou a contracté un prêt de dix millions (10.000.000) F CFA auprès de BISSIROU Moucharafou;

Qu'elle a effectué des paiements partiels et reste devoir la somme de six millions trois cent mille (6.300.000) F CFA ;

Que malgré la sommation de payer ladite somme du 02 mai 2019, elle a n'a pas honoré son engagement de payer ;

Qu'elle n'a produit au dossier aucun élément qui prouve qu'elle s'est acquittée de cette créance ;

Que par ailleurs, il n'est pas établi qu'elle a bénéficié du prêt en cause auprès des héritiers de feu Fataï BISSIROU, de feu Fataï BISSIROU encore moins auprès de Moucharafou BISSIROU pour le compte de ceux-ci ;

Qu'en conséquence, il convient de la condamner à payer ladite somme à Moucharafou BISSIROU ;

## **2. Sur l'exécution provisoire**

Attendu que l'exécution provisoire n'est ordonnée à la demande des parties qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Qu'en l'espèce, la preuve de ces éléments n'est pas rapportée au dossier ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande sollicitée ;

## PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne CHITOU Atinoukè Anouratou à payer à Moucharafou BISSIROU la somme de six millions trois cent mille (6.300.000) F CFA ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne CHITOU Atinoukè Anouratou aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT